



France

Il n'y a aucune fatalité dans la barbarie

Parce que l'actualité ne cesse de montrer qu'il est urgent de réagir, la Fondation du Camp des Milles choisit l'arme de la mémoire pour tirer les leçons du passé (1). Le Mémorial d'Aix-en-Provence en est le signe fort.

Entretien



Alain Chouraqui, président de la Fondation du Camp des Milles - Mémoire et Éducation.

Le Camp des Milles fut-il le seul camp d'internement et de déportation français ?

Ce ne fut pas le seul camp, c'est le seul grand camp d'internement et de déportation français encore intact et accessible au public. Il y a eu 242 camps d'internement en France dont sept grands. Pendant des décennies, on a préféré ne pas regarder en face cette période difficile, excepté sous l'angle de la Résistance. C'est vrai, d'ailleurs, qu'il était nécessaire d'avoir une vision volontariste et constructive après la guerre. Il a fallu attendre les années 1980 pour lever davantage le voile sur la déportation des résistants et des politiques. Puis sur celle des juifs, après l'attentat de la rue Copernic et celui de la rue des Rosiers.

Comment est-on sorti de cette amnésie historique ?

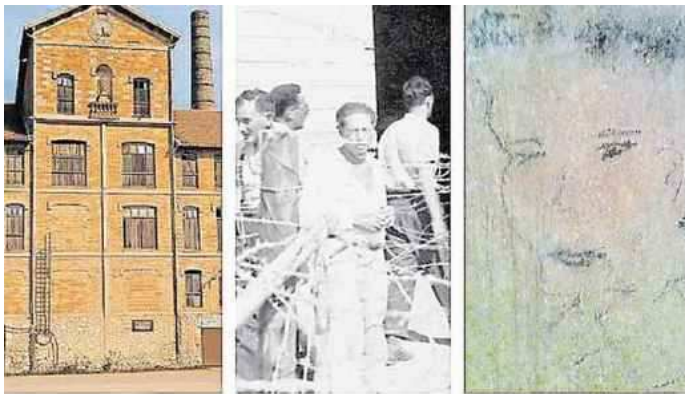
Le retour de la violence antisémite a conduit beaucoup d'anciens à parler alors qu'ils considéraient eux-mêmes que c'était du passé. Parler pour éclairer, pour expliquer. Car ce n'était plus seulement du passé. Et puis, le temps avait fait son œuvre. La génération qui était un peu gênée par cette période, y compris chez nos présidents de la République, l'a enfin affrontée. Et c'est particulièrement vrai pour le Camp des Milles. Il n'y a pas eu que de « méchants Allemands ».

L'histoire du Camp des Milles s'écrit en plusieurs pages ?

Oui. Durant la première, de septembre 1939 à juin 1940, la République interne des ressortissants de trente-huit nationalités, des « étrangers ennemis », des amis de la France, le plus souvent fuyant, notamment le troisième Reich et l'Espagne de Franco. Pour la plupart, ils deviendront ensuite volontaires pour servir dans l'armée française. Parmi eux, beaucoup d'artistes et d'intellectuels comme des surréalistes, les peintres Max Ernst et Hans Bellmer, des écrivains, des Nobel de médecine.

Ressortissants du Reich, émigrés, juifs, que des indésirables...

Deuxième époque, Pétain considère ces gens comme des indésirables. Et n'ignore pas qu'ils sont antifascistes. Et c'est en tant que tels qu'ils sont enfermés avec beaucoup d'autres. Leur nombre est estimé à 10 000. La troisième phase est brutale : en août et septembre 1942, 2 000 juifs internés ou raflés dans la région sont déportés



La tuilerie fut aussi un camp de déportation. Des artistes y ont laissé des œuvres.

dans cinq convois vers Auschwitz via Drancy. Y compris les enfants, à partir d'un an, que les Allemands ne réclamaient pas.

Trois phases pour un engrenage ?
Celui des persécutions. Ce qui présente, pour nous, un intérêt pédagogique évident : observer comment, à partir d'un internement qu'on peut qualifier de bureaucratique, on se retrouve avec un camp, des règles, des esprits que la République prépare, en faisant involontairement le lit de l'autoritarisme, à une persécution beaucoup plus cruelle.

Après-guerre, la tuilerie où était le camp rouvre comme si rien ne s'y était passé ?

En 1947, elle rouvre après paiement des loyers par l'administration française. Elle était exploitée par la Société des Tuileries de la Méditerranée. L'activité industrielle n'a cessé qu'en 2006. Néanmoins, les traces historiques ont été préservées, y compris d'impressionnantes peintures murales réalisées par les internés, assez ironiques. L'une d'entre elles, *Le Banquet des Nations*, attribué à Karl Bodek, mort à Auschwitz, présente, à la même table, des visages de personnes de peuples divers.

En 1982, pourtant, il avait été question de détruire la salle des peintures de l'ancien camp ?

Ce fut une action collective. Une petite aventure humaine. En 1982, mon père, l'avocat Sidney Chouraqui,

naguère engagé dans les rangs de la France libre, a été alerté par le sous-préfet : la salle des peintures était menacée de destruction. Et là, tout le monde ou presque a découvert ET le risque ET l'existence même du camp, tellement les choses étaient cachées. Encore aujourd'hui, des habitants d'Aix-en-Provence affirment : « On ne nous a jamais raconté cela. » Une mobilisation d'anciens déportés ou résistants et de leurs descendants a eu lieu. Elle a débouché sur trente ans de combat.

Le site du mémorial se veut un lieu de mémoire pas comme les autres ?

Le président Chirac a reconnu, en 1995, la responsabilité française dans la déportation des juifs vers l'Allemagne. Cinquante ans après. Il a fallu dix-sept années de plus pour obtenir la reconnaissance des Milles. Car personne ne voulait remuer tout cela et personne n'en voyait l'intérêt. Nous nous sommes bagarrés parce que nous avions la conviction que le pire pouvait recommencer. Et, depuis le début, l'intention des fondateurs du mémorial est d'être le plus directement utiles au présent, d'en faire un lieu vivant.

La mémoire en elle-même ne suffit donc pas ?

Non. Surtout avec le temps qui passe. Il était légitime de penser que la force de l'émotion, qui était encore là, pouvait prémunir de nouveaux crimes. Or, on s'aperçoit qu'il y a une

banalisation de ces horreurs passées. On en perd l'acuité, on en efface le sens.

Vous évoquez d'ailleurs des génocides plus récents comme celui du Rwanda ?

Notre approche est pluridisciplinaire et intergénérationnelle afin de construire ce que nous appelons une « convergence des mémoires », en opposition aux concurrences victimaire. Nous la bâtissons sur ces mécanismes récurrents que sont, par exemple, la soumission aveugle à l'autorité, la passivité, les stéréotypes et les préjugés, l'effet de groupe. Mécanismes que l'on retrouve dans la Shoah et dans tout génocide et qui sont au cœur du fonctionnement social de l'être humain.

De quelle façon résister aujourd'hui ?

D'abord, et cela n'étonnera personne, par la connaissance et l'expérience du passé. C'est ce fameux pari nécessaire. Ensuite, en se mobilisant comme lors du 11 janvier, après les attentats. On sait bien que cela reste ponctuel. Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu une réaction d'une majorité silencieuse, une réaction qui, dans l'histoire, ne s'est pas toujours produite quand une minorité extrémiste a joué la provocation ou gagné des élections. Hitler est arrivé au pouvoir avec seulement 33,1 % des voix.

Votre essai sur les extrémismes est, écrivez-vous, « un acte de confiance ». De confiance en qui ou en quoi ?

Dans la capacité de l'homme à tirer parti de son expérience, du potentiel explosif du racisme et de l'antisémitisme. C'est ici que se place cet acte de confiance. C'est un bras de fer, entre le pire et le meilleur de l'homme, qui n'est jamais gagné d'avance. Jamais perdu non plus. Sinon, on ne se battrait pas depuis trente ans au Camp des Milles.

Recueilli par
Pascale MONNIER.

Repères

■ Le Camp des Milles, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), abrite un important musée, tourné vers l'éducation et la culture. S'appuyant sur l'histoire du lieu, son action est destinée à renforcer la vigilance et la responsabilité de chacun, face aux racismes, à l'antisémitisme et à tous les fanatismes. (campdesmilles.org)

■ Le site du camp a été reconnu au niveau international et distingué par une chaire Unesco.

■ (1) *Pour résister à l'engrenage des extrémismes, des racismes et de l'antisémitisme*, Le Cherche midi éditeur, sous la direction d'Alain Chouraqui, prologue de Simone Veil, 192 pages, 16,90 €.